

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
L'avenir de la Guyane dans son nouveau cadre institutionnel
Cayenne – Jeudi 18 février 2010

Mesdames les Ministres,
Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Président du Conseil Régional,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Monsieur le Maire de Cayenne,
Mesdames et messieurs et, si vous le permettez, Chers amis

Pour la 4^e fois en 4 ans, me voici à nouveau à votre rencontre en Guyane. Revenir en Guyane est un plaisir, parce que j'ai le bonheur d'y revoir à chaque fois de nombreux visages amis. Je suis profondément attaché à votre territoire dont je connais les défis immenses, le potentiel considérable, avec ses fragilités apparentes qui sont à mes yeux autant de formidables atouts :

Comme atout, une étendue immense, un territoire vaste comme le Portugal,

Comme atout, 700 kilomètres de frontière avec le Brésil,

Comme atout, une biodiversité extraordinaire,

Comme atout, la jeunesse de la population puisque près de la moitié des habitants de ce territoire a moins de 20 ans.

J'ai parfaitement conscience en vous disant ceci, que l'on pourrait prendre la même liste des atouts et expliquer que ce sont des handicaps insurmontables. L'étendue du territoire, atout mais également difficulté à maîtriser ; 700 Kms de frontière avec le Brésil, atout mais aussi pression migratoire considérable, orpaillage clandestin ; Biodiversité extraordinaire, atout mais quid du développement économique ? Et je pourrais multiplier les exemples.

Dans le monde qui vient, mon devoir est de placer la Guyane, avec vous, sur le chemin de la réussite. J'y porte une attention extrêmement soutenue et sans tabou. Je veux que nous réussissions.

*

Lorsque je suis venu en février 2008, j'avais annoncé un certain nombre de mesures pour la Guyane. Il ne s'agit pas pour moi d'en faire l'inventaire. Mais je veux revenir sur certaines de ces mesures, parce que je souhaite que chacun comprenne que mon ambition est d'être un Président qui tient ses promesses. Il faut créer de la confiance entre nous, c'est-à-dire entre la métropole et la Guyane. Il ne peut pas y avoir de confiance s'il n'y a pas le respect de la parole donnée. C'est en revenant vous voir

que je peux évaluer, et que vous vous pouvez m'évaluer. Vous pourrez voir si ce que j'ai dit, je l'ai fait.

En février 2008, je m'étais engagé à réaliser un schéma minier, avec pour objectif de déterminer les zones que nous devons protéger et celles que nous pouvons consacrer à l'exploitation minière. Je me souviens très bien de la séance franche que nous avons eu ici même, à Cayenne. A l'issue d'un travail de concertation qui aura duré un an, le Préfet MANSILLON a remis ses propositions au gouvernement au mois de juin. J'ai entendu les craintes qui s'expriment autour de ce projet, notamment dans les milieux économiques. Chacun pourra s'exprimer sur le projet du gouvernement qui n'est pour l'instant pas connu, je le rappelle. Pendant toute l'année 2010, de nombreuses consultations auront lieu et le décret sera signé à la fin de l'année 2010. Mes chers amis, les choses se passeront au grand jour, dans la plus grande transparence, chacun fera valoir son point de vue. Mais le décret sur le schéma minier sera signé à la fin de l'année.

J'avais promis trois nouvelles centrales électriques utilisant la biomasse de la forêt d'ici la mi-2011. La première est en service depuis l'an dernier à KOUROU, et les deux autres sont prévues à MONTSINERY et à SAINT-GEORGES. Les délais seront tenus.

J'avais émis le souhait que nous changions notre approche de la continuité territoriale, parce que je m'étais rendu compte que la continuité territoriale n'était envisagée que comme une continuité transatlantique avec la métropole alors même que ce sont les liaisons internes en Guyane qui sont particulièrement complexes. On avait abouti à ce paradoxe que j'ai pu toucher du doigt, qu'il était devenu presque plus facile de se rendre depuis CAYENNE à PARIS qu'à MARIPASOULA ! C'est aussi un problème de continuité territoriale. J'ai demandé un amendement à la LODEOM pour que l'on considère, pour la Guyane, que la continuité territoriale s'applique aussi pour les vols internes reliant des communes difficilement accessibles par la route. J'ai envoyé le projet de décret au Conseil général et au Conseil régional ; ce décret sera signé avant la fin du mois de mars.

S'agissant de la continuité territoriale, je m'étais engagé en février 2008 à stimuler la concurrence sur la ligne PARIS-CAYENNE. C'est chose faite, puisqu'une aide fiscale de 13M€ a été accordée en 2009 à AIR CARAIBES pour l'achat d'un nouvel appareil. Mes chers compatriotes, mes chers amis, les résultats sont spectaculaires, avec une baisse des tarifs du vol de 17%, voire même de 25% à certaines périodes de l'année. Je sais bien que les billets sont toujours trop chers, mais enfin, si je vous avais annoncé 25% de hausse, je vous aurai entendus ! J'avais dit que je m'occuperai du problème avec les Ministres, nous nous en sommes occupé. Et les premiers résultats sont là.

Je m'étais également fortement engagé sur la question du logement : la revalorisation du forfait de couverture des charges, réalisée en 2009, a allégé les charges locatives de 12.000 foyers en Guyane ; les deux conventions de rénovation urbaine avec KOUROU et MATOURY, promises en février 2008, ont été signées; enfin, des opérations de résorption des logements et quartiers insalubres ont été engagées sur la moitié du parc que l'on appelle pudiquement « spontané » et qui sont en fait des bidonvilles, pour des opérations qui vont durer une dizaine d'années. Nous en avons, cher Rodolphe, visité une avec des travaux de réhabilitation remarquables.

Je vous avais fait des promesses fortes en me rendant à CAMOPI, sur les rives de l'OYAPOCK. Je reconnais d'ailleurs devant moi des visages que j'avais croisés alors, au cœur de la forêt, aux confins de la Guyane. Je veux vous remercier d'avoir fait le déplacement jusqu'à Cayenne aujourd'hui. Je souhaite vous dire très simplement mais avec force : ma détermination implacable à lutter contre l'orpaillage clandestin. Que les choses soient claires. L'orpaillage clandestin c'est un désastre, un désastre écologique pour les populations de la forêt. C'est aussi un désastre pour leur santé, et un facteur majeur d'insécurité pour nos compatriotes de l'intérieur. Je me dois d'être cohérent : je ne peux pas refuser à une société apportant pourtant un certain nombre de garanties l'exploitation de l'or de la montagne de KAW, et dans le même temps laisser piller nos sols par des garimpeiros en armes, attirés par l'appât du gain, répandant des substances hautement toxiques dans nos cours d'eaux et déforestant nos parcs naturels ?

Nous avons lancé deux vastes opérations de souveraineté nationale, dites « HARPIE » puis « HARPIE renforcé ». Parallèlement, et comme je m'y étais engagé en 2008, nous avons rendu les reconduites plus opérationnelles grâce à la fourniture d'un nouvel avion qui permet de raccompagner les garimpeiros plus loin de la frontière brésilienne. Je veux d'ailleurs remercier nos forces de sécurité qui agissent avec sang froid remarquable. Les résultats sont là, nous avons stoppé pour la première fois la progression jusqu'alors exponentielle de l'orpaillage clandestin, ce qui est, en soi, une victoire puisque entre temps la valeur de l'or a doublé depuis 2007. Chacun peut comprendre que si la valeur de l'or double, l'attrait de l'orpaillage clandestin devient renforcé. Le bilan écologique est également à saluer puisqu'on déforeste aujourd'hui quatre fois moins que l'an dernier, et qu'il y a aujourd'hui deux fois moins de cours d'eau nouvellement pollués au mercure. Il ne s'agit pas pour moi de faire preuve d'un optimisme béat. Mais enfin, ces chiffres, je voulais les porter à votre connaissance parce que ensemble, quand on a des résultats, pourquoi se priver de le dire ?

Ce n'est pas suffisant parce qu'il y a encore 4.000 hectares de votre forêt qui sont déforestés du fait de l'orpaillage illégal, de même que 500 kilomètres de vos cours d'eau qui sont directement pollués. Je vous annonce que nous allons franchir une étape supplémentaire puisque le 1^{er} mars 2010, avec le ministre de l'Intérieur, nous lancerons une nouvelle phase de l'opération « HARPIE », qui sera désormais permanente sur le territoire de la Guyane. Lorsque je suis devenu ministre de l'Intérieur, l'orpaillage clandestin n'était pas une priorité. J'en ai fait une priorité et j'ai mobilisé les forces armées pour la lutte contre l'orpaillage clandestin. Désormais, je vous demande de l'entendre, le dispositif sera permanent.

Par ailleurs, des négociations vont être entreprises avec nos amis Brésiliens, afin de trouver un règlement concerté à la question de l'orpaillage. Vous connaissez la confiance que je porte au Président LULA. Mais il faut absolument que nous envisagions une coopération renforcée sur la question de la vente de mercure, qui fait des dégâts irrémédiables à nos rivières. Il faut que la réglementation brésilienne et la réglementation française sur l'achat de mercure soit harmonisée. Je suis déterminé à engager une action efficace en la matière.

J'ajoute que la création, aujourd'hui décidée, d'une Cour d'appel en Guyane permettra de traiter sur place les affaires, le plus efficacement possible. Je vous annonce que la Cour d'appel sera installée au courant de l'année 2011. Cela aussi c'est un engagement que j'avais pris.

*

Naturellement je ne veux esquiver aucun débat. Quand vos élus m'ont demandé de vous consulter pour changer vos institutions, j'ai accepté. En 2003, vous n'aviez pas pu voter en même temps que les Antilles. Il fallait que soit levée toute ambiguïté sur vos souhaits.

La réponse a été claire : vous avez été 70% à refuser le statut d'autonomie, tel que régi par l'article 74 de notre Constitution. Ce choix je le ferai respecter sans aucune ambiguïté. Dans le même temps, vous avez approuvé avec la même clarté la création d'une collectivité unique fusionnant le Conseil régional et le Conseil général.

J'ai entendu votre message. Vous avez exprimé lors de ces deux scrutins, l'affirmation de votre attachement indéfectible au droit commun de notre République, et en même temps votre volonté de moderniser vos institutions en gardant votre statut de département d'Outre-mer.

Mes chers amis je vous avais promis de rester neutre dans le choix entre l'article 74 et l'article 73, j'ai tenu parole. Je n'ai en revanche jamais caché que le statu quo institutionnel n'était pas, selon moi, souhaitable.

Désormais, je l'ai dit à vos élus il y a quelques instants, notre feuille de route est simple. Nous allons lancer la phase de consultation qui va s'engager dans les prochaines semaines sous la conduite de

Marie-Luce PENCHARD. La loi statutaire sera déposée au Parlement avant la fin de cette année, puis votée au premier semestre 2011.

Plusieurs points seront abordés lors de cette consultation.

La date retenue pour l'entrée en vigueur de la réforme : voulez-vous rester sur 2014 comme pour l'ensemble de la métropole, préférez-vous une entrée en vigueur anticipée ? Discutons-en.

Quelle gouvernance interne pour le futur exécutif ? Un exécutif unique ou bien un exécutif collégial responsable devant l'assemblée unique ?

Quel mode de scrutin garantissant que toutes les parties du territoire puissent être justement représentées ? Je serai très ouvert dans la discussion, comme les ministres.

Je veux simplement faire une remarque. A mes yeux, il n'est pas possible que la nouvelle collectivité unique soit composée de l'addition des conseillers régionaux et des conseillers généraux. Les Guyanais ne comprendraient pas. Vous devez avoir à votre tête une équipe de taille raisonnable, suffisamment nombreuse pour que chaque parcelle du territoire soit représentée. Mais en même temps, on ne peut pas additionner le nombre d'élus sur un territoire comme le vôtre, cela ne serait pas raisonnable.

Sur la question des compétences enfin, la nouvelle collectivité aura toutes les compétences du Département et toutes les compétences de la Région. Il lui sera bien entendu possible, comme aujourd'hui, de demander des habilitations législatives. Je vais d'ailleurs procéder à une adaptation de ces habilitations pour les rendre plus opérationnelles. Parce que le délai d'habilitation pour 2 ans est ridicule. On n'a pas le temps d'évaluer, de s'entourer des compétences. Donc je souhaite que ces habilitations soient sur la durée du mandat.

Je fixe une seule limite à cela : il est hors de question de tenter d'obtenir pendant cette phase de concertation ce qui a été refusé dans les urnes. Vous avez refusé l'autonomie, je ne la donnerai pas de façon détournée. Mais en même temps je me dois d'être ouvert et tenir compte de la spécificité de votre territoire et de son éloignement par rapport à la métropole.

*

Mes amis il nous faut regarder maintenant l'avenir.

Je suis allé visiter, avant de venir ici, un projet de rénovation urbaine dans le quartier d'EAU-LISETTE.

Je sais parfaitement que sur le moyen terme c'est par l'éducation que nous améliorerons la qualité de la vie. J'ai décidé le 6 novembre dernier, un plan très ambitieux de lutte contre l'illettrisme, qui visera à réduire de moitié l'écart entre la Guyane et la métropole en la matière. La Guyane c'est la République française. J'ai demandé au « sous préfet à la cohésion sociale et à la jeunesse », qui sera arrivera le mois prochain, d'en faire sa mission principale. Je vous annonce que pour tenir compte de la très grande jeunesse de votre population, une dotation spéciale d'équipement scolaire sera créée, dès cette année, avec 10 millions d'euros en plus, pour faire face à la spécificité de vos problèmes. Parallèlement, nous créerons à la rentrée prochaine 200 postes d'enseignants, et une augmentation de 40% des places ouvertes au concours de professeur des écoles en Guyane.

Alors parler du moyen terme n'empêche pas d'agir pour tout de suite. Il faut avoir une vision pour essayer d'expliquer où on va ensemble, mais en même temps il faut amener du concret. C'est pourquoi les opérations ANRU et celles de résorption de l'habitat insalubre vont se poursuivre, et même s'accélérer, car j'ai conscience qu'il faut 3.000 logements par an à la Guyane pour rattraper son retard, on en construit aujourd'hui 1.300. Donc, il faut qu'on double l'effort.

Là-dessus, rien que cette année, hors opérations ANRU, nous l'Etat, nous avons mobilisé 50 millions d'euros. J'ai décidé de nouvelles mesures dans le cadre de la LODEOM ou du Conseil interministériel à l'Outre-mer, notamment la possibilité donnée aux bailleurs de se substituer aux communes pour payer leur surcharge foncière, la défiscalisation du logement social. Je pense que vous devez vous emparer de ces outils, l'Etat vous accompagnera et ajustera ses budgets si nécessaire. Mais le logement doit devenir une priorité pour la Guyane, je demande à la ministre et au Préfet d'y veiller tout particulièrement.

Je demande également dans le cadre des contrats de projets, à Marie-Luce PENCHARD d'apporter une attention toute particulière à la situation des réseaux d'eau potable et des stations d'épuration, parce que la situation de l'eau potable à Cayenne est particulièrement préoccupante. Des missions techniques de Paris sont régulièrement sollicitées afin que l'eau de votre robinet reste consommable, notamment pendant les périodes de sécheresse. Mais comment peut-on accepter cela en France, qui plus est sur le territoire d'une ville qui regroupe 40% de la population Guyanaise ? Il faut que Cayenne, cher Rodolphe ALEXANDRE, dispose d'une usine d'eau potable digne de ce nom, c'est un engagement que je prends, il est absolument capital que l'Etat vous aide à vous doter de ces équipements structurants.

Je veux aussi dire un mot du Pont du LARIVOT, qui occupe tous les esprits depuis l'affaissement de l'un de ses piliers et sa fermeture à la circulation le 25 novembre dernier. Je connais la perturbation profonde et les désagréments lourds que vous avez subis pendant des semaines, même si nous avons consacré 18M€ à la mise en place de solutions alternatives. Marie-Luce PENCHARD s'est d'ailleurs rendue sur place dès le 10 décembre, les réparations sont en cours et la réouverture du pont est prévue pour le 3 avril prochain. Jean-Louis BORLOO et Chantal JOUANNO vont lancer les études préliminaires à la réalisation d'un Plan de déplacement pour la Guyane. Il y a un problème structurel d'infrastructures routières en Guyane, il faut que nous nous mettions d'accord sur les priorités et que nous cessions de différer l'heure des choix : la population de la Guyane va doubler d'ici 2030, le nombre de jeunes qui arrive est considérable, le pont sur l'OYAPOCK, j'en parlerai, va sans doute augmenter le trafic routier, il faut mettre tout à plat et prendre les décisions qui s'imposent dès maintenant. Nous serons au rendez-vous du financement.

Ce que je voudrais faire comprendre, c'est que vous devez prendre en main le projet qui est le vôtre. Vous devez croire en votre avenir. Vous ne devez pas parier sur l'assistanat. Et en même temps, nous, on va vous aider sur les investissements, sur le développement économique endogène. Je crois au développement économique, je crois à l'éducation, je crois à l'innovation. Je crois à la réalisation des infrastructures dont vous avez besoin.

Voilà pour Marie-Luce PENCHARD, pour le Préfet et pour les élus. Voilà le rendez-vous que je vous fixe.

*

Mes chers amis, j'ai toujours plaidé pour le développement endogène de l'économie Guyanaise. Les zones franches globales sont en place, la défiscalisation et l'aide aux intrants aussi. Je vous ai donné de nouveaux moyens avec le Conseil interministériel, 40 millions d'euros supplémentaires consacrés à la diversification agricole, le « Small Business Act » ultramarin. On va continuer pour valoriser la pêche, le tourisme vert, la substitution aux importations.

Et je souhaite que vous réfléchissiez à ce que la Guyane puisse s'affirmer comme un pôle d'attraction dans son environnement régional. L'Université des Antilles et de la Guyane est un outil puissant : sous l'impulsion du Président SAFFACHE, vous nouez des relations privilégiées avec trois universités au Brésil, trois autres au Canada, une aux Etats-Unis, une autre au Pérou... Il ne faut pas avoir peur de l'ouverture sur les pays voisins. J'ai souhaité que soit constituée une vaste zone de coopération avec le Brésil, le Guyana et le Suriname pour construire avec nos voisins une nouvelle relation.

D'autant plus qu'il va nous falloir gérer la question du pont sur l'OYAPOCK. J'ai conscience que ce pont va profondément modifier l'économie Guyanaise, c'est la fin de son isolement sur le continent sud-américain. Pour moi c'est clair, le Brésil, c'est la super puissance de demain. Je me donne beaucoup de mal pour que le Brésil et la France marchent main dans la main. Le Président Lula est un homme de très grande qualité. Rendez-vous compte la chance que représente la possibilité d'accrocher votre économie, indépendamment de vos liens avec la métropole, avec un des cinq pays émergents parmi les plus puissants du monde. Il faut qu'il y ait au moins un pont pour aller d'une rive à l'autre !

Ce pont, depuis quinze ans j'en entends parler. J'ai été sur l'OYAPOCK, et j'ai vu que les appels d'offres n'avaient même pas été lancés ! Donc j'ai un peu accéléré les choses. Ce pont, j'irai l'inaugurer avec le Président LULA. Mais il faut que nous réfléchissons à tout ceci. Il y aura par exemple le problème des chauffeurs de poids-lourds qui n'ont pas le même droit du travail que nous, il y aura le problème des transporteurs qui paient l'essence 25 centimes moins cher que chez nous. Mais je vous rappelle que nous avons le pouvoir de décider de qui a le droit ou non de pénétrer sur notre territoire. Donc, le Pont sur l'OYAPOCK va ouvrir au début de l'année 2011. Il faut que nous ayons abordé tous les sujets risquant de poser problème d'ici là. C'est très important, il ne faut pas qu'on fasse l'autruche. Il faut qu'on regarde les potentialités et les problèmes. Moi, je n'ai pas de tabou là-dessus. Je sais très bien qu'il y a des gens inquiets. Mais moi je dis que c'est une potentialité. Donc, parlons des sujets d'inquiétudes, trouvons des solutions. J'ai demandé à Bernard KOUCHNER d'organiser une rencontre bilatérale avec son homologue AMORIM, le ministre des affaires étrangères brésilien, au sujet du pont sur l'OYAPOCK. En présence du gouverneur de l'AMAPA, des Présidents d'exécutifs Guyanais, nous devons pouvoir travailler avec les Brésiliens pour qu'il n'y ait plus d'inquiétude et que les problèmes soient levés.

Un exemple concret des bienfaits de cette coopération, c'est un projet qui vous est cher ici, c'est le sport de haut niveau. J'ai demandé à Rama YADE de m'accompagner parce que je souhaite que vous ayez dans vos atouts celui qui consiste à profiter des Jeux-Olympiques en 2016 à Rio et de la Coupe du monde de football en 2014 au Brésil. Nous sommes à une heure d'avion de certains sites de la Coupe du Monde. Je souhaite que la Guyane devienne le centre d'acclimatation d'entraînement et de préparation de nos sportifs dans les mois qui précèdent ces deux événements internationaux. C'est vous qui nous rendez service, ce n'est pas l'inverse. Nous allons utiliser votre potentiel extraordinaire et cela va avoir des conséquences formidables sur le tourisme, sur les liaisons aériennes, sur l'hôtellerie, sur l'image de votre territoire. Un haut-fonctionnaire du Ministère de la Jeunesse et des Sports va venir dans les semaines qui viennent pour appuyer le Préfet et mener à bien ce projet. Il pourra se reposer sur une mission d'appui nationale qui réunira les principaux ministères concernés et bénéficiera du soutien d'un « Collège des ambassadeurs sportifs de la Guyane » que Rama YADE est en train de constituer et qui sera chargé de relayer le projet dans les différentes enceintes sportives. Bien sûr j'attends de toute la société Guyanaise qu'elle se mobilise. Vous allez devenir le centre de préparation olympique pour les Jeux Olympiques et le centre de préparation pour la Coupe du monde de football. Si ce ne sont pas des projets d'excellence, alors que sont les projets d'excellence ? On en avait parlé, cher Antoine, on en avait parlé monsieur le maire, franchement, il y a de quoi vous mobiliser autour de cet objectif. C'est quand même mieux que de parler de l'assistanat. C'est quand même mieux que de faire du misérabilisme. C'est quand même mieux que de condamner la Guyane à un sort qui n'est pas le sien. Ce n'est pas la peine d'avoir tous les atouts qui sont les vôtres, si on ne vous donne pas la chance de vous développer.

Vous voyez, je suis incorrigible, je ne peux pas m'empêcher de parler de la Guyane avec passion. Mais parfois je suis étonné de croire plus à votre avenir qu'un certain nombre de gens que je rencontre et qui pourtant connaissent la Guyane depuis bien plus longtemps que moi. Moi je crois dans votre jeunesse, je crois dans votre avenir. Je n'ignore pas les problèmes. Je sais qu'il y a encore de l'insécurité. Je sais que c'est très difficile avec certains de vos voisins, de nos voisins, je pense notamment au Guyana, de trouver les conditions d'une maîtrise d'un flux migratoire absolument incontrôlé et qui met en danger notre pacte social ici. Tous ces problèmes, nous allons les prendre les uns après les autres, je ne lâcherai pas, parce que je pense qu'ici se joue une partie considérable pour la France. Nous sommes quand même le seul pays d'Europe qui est présent en Amérique du Sud, qui est un continent

considérable. Je veux dire à mes compatriotes de métropole qu'il ne faut pas oublier que la plus grande frontière que nous ayons, c'est avec le Brésil, parce que la Guyane, c'est la France. Je souhaite vraiment vous donner cette confiance et cette espérance. Je le dis de la façon la plus claire. Je reviendrai l'année prochaine. Je veux suivre pas à pas les dossiers portés par les ministres. J'ai grande confiance en Marie-Luce PENCHARD, j'ai grande confiance en Brice HORTEFEUX. Vous avez tout pour réussir et on vous accompagnera. Les Outre-mer français sont tellement importants à mes yeux que je ne les laisserai pas être instrumentalisés par un débat politique national, partisan et politicien. Vous valez beaucoup mieux que cela.

Je termine en disant un mot des politiques de nomination des cadres A de la Fonction publique. Je souhaite que l'on fasse une plus grande place aux originaires de votre département et de votre territoire.

Franchement, on est en train de changer les choses et j'ai donné à la ministre de l'Outre-mer le pouvoir de refuser toute nomination qui n'aurait pas l'accord du ministère de l'Outre-mer et qui ne ferait pas suffisamment de place aux originaires de votre territoire. Que l'on me comprenne bien : entre un incompetent natif et un compétent d'ailleurs, je choisirai toujours le compétent. Mais je conteste l'idée que sur un territoire comme le vôtre, il n'existe pas de compétence, et je conteste aussi l'idée que l'on ne peut pas être nommé dans ce territoire parce qu'on y est né, parce qu'on y a sa famille et qu'on y subirait son influence. C'est une vision qui n'est pas la mienne. C'est très important pour la République française que des cadres haut placés dans la Fonction publique puissent être des originaires de ce territoire. Et c'est un message d'espoir à toute la jeunesse de Guyane.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je vais retourner en métropole mais croyez bien que je n'oublierai pas l'accueil que vous m'avez réservé, les engagements que j'ai pris, et le travail qui nous reste à faire. J'espère que vous avez compris que vous êtes au cœur de mes préoccupations.

Merci à tous.